

## Parcours Délégué à la protection des données personnelles (DPO/DPD)

Certification Lefebvre Dalloz enregistré auprès de France Compétences (RS5524)

Code  
**600579**

Durée  
**5**  
jours

Tarif Inter\*  
**4 193 €**  
HT

\*Repas inclus (en présentiel)

### PROCHAINES SESSIONS

- A DISTANCE, PARIS :  
7 oct. au 20 déc. 2024

[Voir toutes les sessions](#)

### PUBLIC

Délégués à la protection des données (DPO/DPD) - Directeurs de services informatiques (DSI) - Avocats - Juristes - Toute personne s'intéressant à l'économie de la data et/ou en charge de la conformité de traitements de données personnelles

### PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

### LES POINTS FORTS

Approche métier sur les différents aspects du DPO et suivant les critères requis par l'autorité de contrôle (CNIL) - Présentation d'outils d'aide à la gestion du traitement des données personnelles

### MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

### SATISFACTION ET EVALUATION

Le parcours fera l'objet d'une évaluation des compétences donnant lieu à la délivrance d'un certificat Lefebvre-Dalloz - évaluation facultative (sauf pour les participants bénéficiant d'un financement CPF) - suivant les modalités ci-

## Objectifs pédagogiques

- Déterminer les règles du pilotage de la protection des données personnelles de l'entreprise
- Monter et suivre un programme de conformité en matière de données personnelles
- Évaluer les risques numériques et repérer les failles de sécurité
- Gérer les contrôles de la CNIL

## Programme de la formation

Protection des données personnelles : mise en conformité (1 jour)  
Voir le module Réduire

## Déterminer les obligations techniques et organisationnelles des entités concernées par le RGPD

Rappeler le champ d'application, les objectifs et les enjeux du RGPD

- Origine de la directive 95-46 et de la loi Informatique et Libertés et philosophie du RGPD
- Critères d'application territoriale et personnelle
- Acteurs et responsabilités : coresponsabilité des clients et prestataires
- Débat : quel impact de la suppression des formalités et autorisations par la création du "Guichet unique"

## Définir les concepts et principes du RGPD

- Notion de donnée, traitement, finalité, base légale, responsable de traitement, sous-traitant, destinataire, profilage, etc.)
- Principes de licéité/loyauté de la collecte, limitation des finalités, minimisation/exactitude et conservation limitée des données, confidentialité, proportionnalité, responsabilité, transparence, et sécurité des traitements...
- Cas particulier du profilage (eprivacy) et de la prise de décision algorithmique
- Eprivacy : spécificités des données de communications électroniques, cookie consent
- Exercice pratique : identifier les données personnelles directes et indirectes

Identifier les contraintes techniques et organisationnelles

après : présentation d'un projet professionnel démontrant l'acquisition des compétences attendues d'un délégué à la protection des données (Durée de l'épreuve : 30 minutes de soutenance orale)

- Cartographie des traitements, durées de conservation, finalités aux bases légales
- Implémentation et documentation des exigences « Privacy by Design » et mesures de sécurité logistique/physique (pseudonymisation, certifications, plan d'assurance sécurité)
- Gestion d'une violation de données personnelles
- Adoption d'une gouvernance interne et sensibilisation des équipes
- Procédures de conformité : gestion des demandes des droits, des violations de données et des AIDP et communiquer auprès des personnes concernées
- Cas pratique : constituer sa documentation d'accountability

## Définir le rôle pour le délégué à la protection des données (DPD/DPO)

### Repérer les raisons de nommer un DPO

- Prévenir les risques et sanctions : amendes/CA, actions des personnes concernées, condamnation et préjudices
- Fonction quasi-obligatoire dans l'entreprise
- Débat : quel intérêt de nommer un DPO ?

### Mesurer les fonctions du DPO dans l'entreprise

- Tenir le registre
- Limiter les mises en cause de responsabilité
- Expliquer ses missions
- Partage d'expériences : le rôle du DPO

## Cerner les obligations juridiques

### Repérer les obligations juridiques

- Constitution et suivi du registre des traitements
- Conception et déploiement des mentions d'information et modalités de recueil des consentements des personnes
- Cas pratique : comment instruire des demandes d'exercice des droits des personnes concernées ?

### Gérer la conformité RGPD sur le plan contractuel

- Qualification des protagonistes et vérification des responsabilités
- « Roadmap » de mise en conformité des contrats
- Clauses et annexes du RGPD
- Exercice pratique : qualifier les protagonistes des relations complexes et en cerner les conséquences

## Caractériser les spécificités du traitement des données

### Analyser les flux transfrontaliers de données

- « BCR », clauses contractuelles types
- Conventions de flux complémentaires
- Débat : Privacy Shield et conséquences du nouvel accord pour le transfert de données entre l'Union européenne et les États-Unis

### Utiliser les fichiers Marketing

- Respect du RGPD dans le cadre des prospections commerciales
  - Respect du RGPD dans le cadre des locations ou cessions de fichiers
  - Check-list : procédure d'utilisation du fichier Marketing
- DPO (DPD) : désignation, rôle et missions du délégué à la protection des données personnelles (1 jour)  
Voir le module Réduire

## Définir le rôle du DPO dans l'entreprise

### Déceler l'origine du DPO : accountability et fin des déclarations préalables

- Accountability : philosophie de la conformité dynamique et responsabilisation des acteurs (responsable du traitement et sous-traitant)
- Conséquence immédiate : fin des déclarations préalables à la CNIL
- Principaux outils de la conformité dynamique : analyse d'impact à la protection des données (AIPD)
- Quiz : les principes de mise en conformité de la protection des données personnelles

### Expliquer le rôle du DPO

- Pilotage de la mise en conformité : DPO chef d'orchestre de la mise en conformité, DPO et comité de pilotage
- Conseil de l'organisme pour son maintien en conformité/bilan annuel
- Débat : positionnement du DPO par rapport à la direction de l'entreprise, indépendance et/ou lien hiérarchique ?
- Cas pratique : différences entre un DPO désigné auprès de la CNIL et un référent RGPD non désigné auprès de la CNIL

## Examiner son mode de désignation et ses responsabilités

### Désigner un DPO interne, externe ou mutualisé

- Cas dans lesquels la désignation du DPO est obligatoire (UE et États membres)
- Conditions et modalités de la désignation (qualifications et compétences requises)
- Choix entre la désignation d'un DPO interne, externe ou mutualisé, désignation dans un groupe
- Mise en situation : désignation du DPO auprès de la CNIL et en interne

### Analyser le statut et les responsabilités des DPO

- Statut du DPO interne/du DPO externe ou mutualisé
- Responsabilités
- Jeu de rôle : deviner qui est qui ?
- Étude de cas : quelle responsabilité du DPO en cas de mise en cause de l'entreprise et de violation de données ?

## Exercer les missions de DPO

### Lister les missions du DPO

- Information et conseil du RT ou du ST
- Contrôle du respect du RGPD et des autres dispositions en matière de protection des données
- Conseil sur l'analyse d'impact/coopération et point de contact avec l'autorité de contrôle
- Identification, évaluation et préconisations avec le RSSI des mesures organisationnelles et techniques de sécurité
- Point de contact des personnes concernées pour l'exercice des droits
- Sensibilisation et formation, communication interne et externe (missions complémentaires)
- Quiz interactif : les missions du DPO

### Déployer la fonction de DPO dans l'entreprise

- Participation à toutes les questions de protection des données



- Ressources pour exercer ses missions/accès aux données à caractère personnel, formation continue
- Mise en situation : le positionnement du DPO dans l'entreprise

### Encadrer la fin de mission du DPO

- Circonstances de la fin de mission : à l'initiative du DPO ou de l'organisme
- Cadre juridique
- Droits du DPO
- Cas pratique : dans quelles circonstances mettre fin à la mission du DPO ?  
DPO (DPD) : piloter la protection des données personnelles de l'entreprise (1 jour)  
Voir le module Réduire

## Identifier les mesures de conformité à mettre en place dans l'entreprise

### Auditer la protection des données

- Méthodologie, identification des interlocuteurs, interviews, collecte des documents et informations
- Distinction entre les opérateurs (responsables de traitement, responsables conjoints, sous-traitants)
- Identification des bases juridiques des traitements
- Quiz : points clés de l'audit

### Mettre en œuvre la cartographie des traitements

- Cartographie des traitements et des données
- Rôle du DPO lors de la cartographie des traitements : aide lors de l'enregistrement des traitements ou seul contrôle des registres ?
- DPO et registres de l'art. 30 (RT et ST)
- Construction d'outil (check-list) : méthodologie pour réaliser l'audit

### Mettre en conformité la documentation contractuelle et d'information

- Rôles respectifs de la direction juridique et du DPO
- Identification des réglementations sectorielles
- Focus sur les transferts de données personnelles vers des pays tiers (décisions d'adéquation et garanties appropriées)
- Construction d'outils : bâtir sa documentation de mise en conformité
- Plan d'action : construire sa politique de protection des données personnelles (RT et ST, BtoC et BtoB)
- Cas pratique : rédiger les clauses relatives à la protection des données personnelles dans les contrats

### Déterminer l'opportunité d'une AIPD (ou DPIA)

- Rappels sur l'AIPD (accountability, finalité, caractère obligatoire)
- Critères sur l'opportunité d'une AIPD
- Notion de risque sur la vie privée
- Réalisation d'un AIPD : méthode et outils à la disposition du RT et du DPO, conseils sur la sous-traitance et sur les mesures organisationnelles et techniques de sécurité
- Mise en situation : dans plusieurs situations données, de l'opportunité ou non de réaliser une PIA

## Réagir face aux exigences liées à la protection de données des personnes concernées

### Répondre aux demandes d'exercice des droits des personnes intéressées

Attributions du DPO

- Mise en place des procédures d'exercice des droits
- Exercice des droits en pratique
  
- Cas pratique : demande d'accès, quel rôle et quelles diligences du DPO ?

Répliquer à une violation de données

- Procédures de détection/de notification : mise en place
- Rôle du DPO en cas de violation de données
  
- Mise en situation : réagir à une violation de données

## Utiliser les ressources pertinentes pour piloter la conformité

Sensibiliser les différentes parties de l'entreprise

- Communication dans l'entreprise
- Élaboration des programmes de formation
  
- Mise en situation : alerter les acteurs de l'entreprise des enjeux de la protection des données

Mettre à disposition des outils méthodologiques et logiciels pour l'exercice des fonctions de DPO

- Nécessité de s'appuyer sur des outils de gouvernance des données
- Outils à disposition : CNIL et éditeurs
- Outils et traçabilité des activités de traitement
  
- Partage d'expérience : les outils adaptés au contexte de son entreprise  
CNIL : gérer les contrôles liés à la protection des données personnelles (1 jour)  
Voir le module Réduire

## Préparer un contrôle CNIL

Intégrer le renforcement des contrôles de la CNIL depuis le RGPD

- Renforcement du cadre
- Origine des contrôles
- Typologie des contrôles
  
- Autodiagnostic : identifier les actions préventives à mener depuis le RGPD

Lister les points d'attention lors du déroulement d'un contrôle sur place (au sein de l'entité)

- Vérification de l'identité des contrôleurs habilités
- Informations et droits dans le cadre d'une procédure de contrôle
- Etendue des pouvoirs des agents de contrôle
  
- Jeu de rôle : quelle posture adopter face à un contrôle de la CNIL ? comment accompagner les agents ?

Critère d'évaluation de la compétence : Check-list - Les vérifications à opérer avant et pendant le contrôle CNIL

## Adopter les mesures adéquates à la suite d'un contrôle CNIL

Traiter les suites d'un contrôle

- Procès-verbal du contrôle
- Actions à prendre par l'entité contrôlée à la suite du contrôle
- Décision de l'autorité de contrôle
- Point sur la nouvelle procédure simplifiée de sanction CNIL (loi du 24/01/2022 et Décret 8/04/2022)
  
- Débat : comparer la procédure simplifiée et la procédure ordinaire



## Examiner les sanctions en cas de manquement et les voies de recours offertes

- Typologie des sanctions et exemples de décisions
- Publicité
- Voies de recours et exemples de décisions
- Point sur les mesures correctrices dans la nouvelle procédure simplifiée de sanction CNIL
- Coopération renforcée avec le RGPD entre la CNIL et ses homologues européens, exemples de décisions

- Check-list : points d'attention pour répondre à une mise en demeure de la CNIL

Critère d'évaluation de la compétence : Exercice de synthèse - Récapituler les éléments recueillis lors du contrôle

## Implémenter les actions de mise en conformité dans l'entreprise

### Organiser l'intégration de la conformité dans l'entreprise

- Sensibilisation des directions opérationnelles aux dispositions du RGPD
- Désignation d'un DPO interne ou externe
- Partage d'expériences : diffuser la culture de la protection des données personnelles dans l'entreprise

### Bâtir un process

- Process de gestion d'un contrôle
- Diffusion au sein de l'entité

- Débat : gérer les plaintes

Critère d'évaluation de la compétence : Quiz - Construire un plan d'actions pour gérer les contrôles de la CNIL

Cybersécurité et traitement de données personnelles (1 jour)

Voir le module Réduire

## Définir une politique de protection des données personnelles

### Repérer les données à caractère personnel

- Identification et modélisation des traitements et les flux de données métiers
- Localisation des données à caractère personnel dans le SI et/ou dans le cloud
- Cas pratique : repérer les vulnérabilités pouvant impacter les biens supports

### Prévenir les violations de données

- Recensement des mesures de sécurité existantes
- Repérage des vulnérabilités pouvant impacter les biens supports
- Mise en situation : les réflexes pour garantir la violation de données

## Évaluer les risques numériques

### Analyser les risques numériques

- Listing des scénarios d'attaque convoitant les données sensibles et les données à caractère personnel
- Quantification des risques numériques en termes de probabilité d'occurrence et d'impacts induits
- Mise en situation : élaborer des scénarios d'attaque

### Être acteur de la conformité

- Sensibilisation des décideurs sur les risques pour leur donner les moyens d'évaluation des risques



- Comment devenir force de proposition sur la stratégie à élaborer ?
- Jeux de rôle : convaincre les décideurs

## Développer des actions de traitement des risques

### Échafauder des stratégies

- Prévention des cyberattaques
- Utilisation de l'outil PIA de la CNIL pour protéger les données personnelles
- Mise en situation : détecter une cyberattaque

### Agir sur les risques identifiés

- Pilotage des actions : réduction, transfert, acceptation, annulation
- Positionnement des capteurs, des sondes métiers et des techniques pour détecter les signes avant-coureurs ou avérés d'une attaque cyber
- Sélection, implémentation, test et optimisation des mesures de sécurité à même de réduire les risques identifiés
- Plan d'actions : renforcer le système d'information de son entreprise en appliquant les 42 règles du guide d'hygiène de l'ANSSI

## Définir une politique de protection des données personnelles

### Repérer les données à caractère personnel

- Identification et modélisation des traitements et les flux de données métiers
- Localisation des données à caractère personnel dans le SI et/ou dans le cloud
- Cas pratique : repérer les vulnérabilités pouvant impacter les biens supports

### Prévenir les violations de données

- Recensement des mesures de sécurité existantes
- Repérage des vulnérabilités pouvant impacter les biens supports
- Mise en situation : les réflexes pour garantir la violation de données

## Évaluer les risques numériques

### Analyser les risques numériques

- Listing des scénarios d'attaque convoitant les données sensibles et les données à caractère personnel
- Quantification des risques numériques en termes de probabilité d'occurrence et d'impacts induits
- Mise en situation : élaborer des scénarios d'attaque

### Être acteur de la conformité

- Sensibilisation des décideurs sur les risques pour leur donner les moyens d'évaluation des risques
- Comment devenir force de proposition sur la stratégie à élaborer ?
- Jeux de rôle : convaincre les décideurs

## Développer des actions de traitement des risques

### Échafauder des stratégies

- Prévention des cyberattaques
- Utilisation de l'outil PIA de la CNIL pour protéger les données personnelles
- Mise en situation : détecter une cyberattaque



## Agir sur les risques identifiés

- Pilotage des actions : réduction, transfert, acceptation, annulation
  - Positionnement des capteurs, des sondes métiers et des techniques pour détecter les signes avant-coureurs ou avérés d'une attaque cyber
  - Sélection, implémentation, test et optimisation des mesures de sécurité à même de réduire les risques identifiés
- 
- Plan d'actions : renforcer le système d'information de son entreprise en appliquant les 42 règles du guide d'hygiène de l'ANSSI

## Parmi nos formateurs

...



Pascal Alix

Avocat au barreau de Paris, Délégué à la Protection des Données personnelles externe, EUROPRIVACY Auditor, Chargé d'enseignement en droit de l'intelligence artificielle à l'Université d'Artois.



Hubert De Segonzac

Avocat au barreau de Paris et Délégué à la Protection des Données personnelles externe, membre de l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP)

